

Article

« Le triangle U.R.S.S. – Chine – É.-U. et les perspectives d'une guerre sino-soviétique »

Albert Legault

Études internationales, vol. 1, n° 1, 1970, p. 53-60.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700007ar>

DOI: 10.7202/700007ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LE TRIANGLE U.R.S.S. — CHINE — ÉTATS-UNIS ET LES PERSPECTIVES D'UNE GUERRE SINO-SOVIÉTIQUE ¹

Le sujet que l'on m'a proposé me paraît extrêmement vaste. En effet, on ne saurait dissocier les problèmes militaires des problèmes politiques, d'une part, et traiter un problème particulier sans le situer dans son contexte international, d'autre part. Vous me permettez donc, au cours d'une première partie, de dégager les faits saillants de l'évolution de la politique internationale entre ce que j'appellerai le triangle U.R.S.S. – Chine – É.-U. Les sommets de ce triangle forment trois couples différents : U.R.S.S. – É.-U. ; U.R.S.S. – Chine ; Chine – É.-U. Laissons de côté si vous le voulez bien, l'évolution des rapports soviéto-américains trop bien connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici.

U.R.S.S. – Chine

Il faut remonter à la source, c'est-à-dire à l'antagonisme quasi séculaire entre l'U.R.S.S. et la Chine pour mieux comprendre les difficultés d'aujourd'hui. Que la Russie ait été coupée de l'Europe du XIII^e au XV^e siècle, cela ne me paraît guère important. La domination mongole s'est étendue à bien d'autres pays, du golfe de Tartarie aux Portes de Vienne, sans qu'il en soit resté de séquelles notoires. Mais il n'en va pas de même avec la Russie qu'il est pratiquement impossible d'enfermer dans des définitions stables et précises. Ce pays, selon les mots mêmes de l'écrivain soviétique Leonid Leonev, « brûlé par le soleil asiatique et glacé jusqu'aux os par le froid arctique » s'est tourné tour à tour vers l'Europe et l'Asie, et n'a cessé, au cours de son histoire, d'être tiraillé entre le courant slavophile qu'incarna en son

¹ L'auteur tient à remercier ici M. André Fontaine pour les observations précieuses qu'il lui a communiquées sur son texte.

temps Ivan le Terrible, et le courant occidentaliste que Pierre le Grand sut exploiter au profit de son peuple. Mais n'exagérons rien. C'est souvent en dépit d'elle-même et au gré des circonstances que la Russie s'est tournée vers l'Asie. Comme le remarquait déjà le ministre des Affaires étrangères du tsar Nicolas 1^{er}, le prince Lobanov-Rostovsky, « chaque fois que la Russie voit son expansion stoppée en Europe, elle se tourne vers l'Asie : c'est une des lois de l'histoire russe ».

La Russie, pas plus que les autres puissances européennes n'a su résister au courant colonialiste du XIX^e siècle. La Chine lui réclame aujourd'hui les territoires qui lui ont été confisqués par les « traités inégaux » de 1858 (Aigoun) et 1860 (Pékin). Au total, un demi-million de kilomètres carrés, soit les territoires situés à l'est du lac Baïkal entre l'Oussouri et le Pacifique, ceux attenants au fleuve Amour, en plus de Sakhaline. Notons que ces revendications ne datent pas d'aujourd'hui, Sun Yat-sen les avait formulées dès 1923. En outre, la brève histoire de la Chine moderne publiée en 1954 et rééditée en 1960 fait figurer au nombre des territoires perdus une bonne partie de l'Asie centrale aujourd'hui constitué en républiques soviétiques d'Orient. La Chine conteste encore l'indépendance de la Mongolie-Extérieure qui fut sous sa souveraineté de 1691 jusqu'à la chute de la dynastie mandchoue, c'est-à-dire jusqu'en 1911. En bref, les revendications chinoises portent sur tout le tracé de la frontière sino-soviétique, soit environ 9,000 kilomètres.

Nous reviendrons au cours d'une seconde partie sur les points chauds de cette contestation territoriale. Dégageons maintenant rapidement l'évolution des rapports sino-soviétiques de 1945 à nos jours. Tibor Meray, dans son excellent ouvrage *La Rupture Moscou-Pékin*², résume mieux que quiconque les dimensions du problème : « deux chefs », « deux empires », « deux couleurs de peau ». La méfiance et la duplicité de Staline envers le communisme de Mao qu'il comparait à des radis, « rouges à l'extérieur et blancs à l'intérieur », laisse aujourd'hui supposer qu'il n'avait pas pressenti le « schisme » socialiste. Ou s'il l'avait pressenti, qu'il a tout fait en son pouvoir pour s'opposer à ce que Pékin ne s'érige en véritable héritière du marxisme-léninisme.

En réalité, les rapports sino-soviétiques restèrent très tendus jusqu'à la mort de Staline. Il est intéressant de noter que le traité sino-soviétique d'assistance mutuelle signé en 1950 désignait le Japon comme principal ennemi, et secondairement ses alliés, c'est-à-dire les États-Unis. Staline n'avait-il pas déclaré, dès mars 1939 : « Nous serons prudents et ne permettrons pas que les provocateurs de guerre, habilités à faire tirer les marrons du feu par les autres, entraînent notre pays dans des conflits ? » Cette déclaration nous paraît d'autant plus odieuse que l'on sait aujourd'hui que Staline réclama aux Chinois que lui fut remboursée l'aide militaire qu'il leur accorda durant la guerre de Corée, en échange peut-être de la restitution à la Chine de la voie ferrée mandchourienne.

Le voyage du tandem Khrouchtchev-Boulganine à Pékin, en 1954, marqua le véritable dégel des relations sino-soviétiques. Il est même possible que la question d'une assistance atomique ait été envisagée à l'époque puisque le physicien russe Kapitsa faisait partie de la délégation soviétique. Quoi qu'il en soit, la Chine bénéficia d'une aide économique accrue et Port-Arthur lui fut restitué. Quant à la Mon-

² Robert Laffont, Paris 1966.

golie, Khrouchtchev jugea sans doute que le prix en était trop élevé. Dans le domaine nucléaire il est probable, comme le prétendirent les Chinois par la suite, que c'est en octobre 1957 que Moscou se rallia au principe de la fourniture à la Chine de quelques échantillons de bombe atomique, sans doute après le refus des Chinois d'accepter l'installation sur leur sol de fusées nucléaires soviétiques.

Toute la lumière n'a jamais été faite sur l'histoire de cet accord atomique, mais il semblerait qu'elle s'est déroulée en deux étapes principales. Au cours d'une première étape, les Russes se seraient engagés à fournir à la Chine, en cas de conflit, l'appui de leurs feux atomiques. La crise de Quemoy et Matsu aurait marqué la première entorse à cet accord. Cette hypothèse ne nous paraît pas exagérée, surtout si l'on se souvient des déclarations fielleuses des Chinois à l'égard des Russes au lendemain de cette crise. Au cours d'une seconde étape, les Russes auraient posé une condition à la continuation de leur aide : l'acceptation par les Chinois que les armes nucléaires développées en commun soient sous double contrôle. Le spécialiste dispose de bien peu de renseignements pour étayer ces hypothèses. Retenons cependant, deux articles parus dans la presse chinoise. En effet, le *Renmin Ribao* du 6 septembre 1963 parlait de l'accord sino-soviétique comme d'une « nouvelle technique de défense du territoire ». Il est difficile d'interpréter cette déclaration autrement que comme une promesse d'assistance nucléaire russe à la Chine, en cas de conflit avec les États-Unis. D'autre part, un deuxième article paru dans *le Quotidien du Peuple* faisait état d'une « demande inacceptable tenant à placer les Chinois sous le contrôle militaire soviétique ». Encore ici, il paraît improbable qu'une telle demande ait pu avoir pour objet de faire passer les troupes chinoises sous commandement soviétique. Ce genre de contrôle, à supposer qu'il eût été institué, aurait été d'autant plus inopérant qu'aucune infrastructure n'aurait pu supporter le poids d'une amalgamation opérationnelle des commandements des armées russes et chinoises. Ce système existe certes à l'intérieur de l'OTAN, mais il s'agit d'une organisation politique et militaire différente, avec des objectifs bien définis, alors qu'on ne saurait en dire autant de l'alliance sino-soviétique. Il ne nous paraît donc pas téméraire de croire que cette deuxième déclaration ne visait que le principe d'un contrôle conjoint quant à l'utilisation des armes nucléaires chinoises.

Quoi qu'il en soit, on le sait, cet accord fut dénoncé le 20 juin 1959. Un an plus tard, Khrouchtchev se rendit au camp David pour s'entretenir avec Eisenhower de ses craintes au sujet de son élève prodige, le président Mao. Ce dernier, par ailleurs, ne manqua pas de rendre à Khrouchtchev la monnaie de sa pièce lorsqu'il dit de celui-ci, quelques années plus tard, « qu'il s'avance au-devant des impérialistes américains, la prière à la bouche, en chantant des psaumes, en lisant la Bible et en agitant l'encensoir ». Le rapprochement soviéto-américain, en dépit du bref intermède compris entre l'incident du U-2 et la crise de Cuba, continua de s'opérer aux dépens de la Chine.

Durant le même laps de temps, s'il faut en croire les dirigeants soviétiques, plus de 5 000 incidents se seraient produits le long de la frontière du Sin-kiang. Dès 1960, les techniciens soviétiques sont rappelés de Chine. En 1962, la querelle idéologique s'envenime et quelques années plus tard, la rupture est définitivement consommée. L'éviction de Khrouchtchev ne change rien aux rapports sino-soviétiques, en dépit

du voyage de M. Kossyguine à Pékin. Après une brève période d'accalmie, la querelle se rallume et les dénonciations chinoises fusent de toute part.

En Chine même, des tendances fissipares se font jour au sein du parti communiste chinois. C'est la lutte pour le pouvoir entre Mao prônant la ligne pure révolutionnaire, indépendante de Moscou, et Liu-Shao-chi, partisan d'un compromis avec Moscou. Mao déclenche sa révolution culturelle, rétablit son autorité sur le parti et reprend en main l'appareil de l'administration, soutenu par des comités militaires.

En septembre 1969, la situation est à peu près la suivante : gigantesque concentration de troupes aux frontières où se multiplient les incidents (Portes de Dzoungarie, rivière Oussouri, île Damanski) ; préparation psychologique à la guerre doublée d'une diffusion massive de publications, de feuilles de journaux et de films où chacun rejette sur l'autre camp la responsabilité des incidents ; et rupture des négociations au sein de la commission des frontières.

Chine - É.-U.

Quant aux États-Unis et à la Chine, il est encore trop tôt pour savoir le rôle qu'a joué la guerre du Viêt-nam dans l'évolution de leurs rapports. Mais il semble d'ores et déjà acquis qu'elle n'a tenu qu'un rôle secondaire si nous la comparons à la priorité accordée par la Chine au danger russe. Après tout, c'est à l'automne 1965 qu'intervint le limogeage du chef d'état-major des armées chinoises, partisan d'un rapprochement avec Moscou dans le but d'une action conjointe au Viêt-nam, et c'est aussi durant la même année que les grades furent supprimés au sein de l'armée chinoise. Ces mesures, inévitablement d'inspiration maoïste, peuvent en tout cas laisser croire que Mao accordait déjà à l'époque plus d'importance au danger russe qu'à l'agression impérialiste au Viêt-nam. De plus, le fait que Mao Tsé-toung ait appuyé en 1964 les revendications du Japon au sujet de la restitution des îles Kouriles montre à l'évidence de quel côté se portaient ses préférences. Chose certaine, la Chine ne semble guère faire de différence aujourd'hui entre le capitalisme américain et le « social-impérialisme » des nouveaux tsars « embourgeoisés ».

À l'issue de la conférence de Bandoung, en 1955, Chou-En-lai avait déclaré : « Le peuple chinois est l'ami du peuple américain. » Mais chose surprenante, en pleine guerre du Viêt-nam, Mao Tsé-toung développait des propos analogues et déclarait, en février 1965, au journaliste américain Edgar Snow : « Les armées chinoises se feront pas la guerre au delà de leurs frontières ; les Chinois ne se battraient que si les Américains les attaquaient. » Il affirma même « qu'il était criminel de combattre au delà de ses propres frontières », manière de viser, par la même occasion, les dirigeants soviétiques, et en conclut que de ce fait « il n'y aura pas de guerre entre la Chine et les États-Unis ». Un an plus tard, les déclarations identiques furent entendues de la bouche de Chou-En-lai et du secrétaire d'État américain, Dean Rusk.

Y a-t-il eu, en dépit de la guerre du Viêt-nam, entente secrète entre Washington et Pékin sur la nécessité pour l'un et l'autre de ne pas franchir les frontières du camp d'en face ? Certains ne sont pas loin de le penser, et rien n'indique qu'ils aient tort. Entre Moscou et Washington, il est bien évident que seul le second peut être considéré comme un « allié naturel » de la Chine alors que tout s'oppose, au contraire, à

ce qu'il y ait collusion entre Moscou et Pékin. Les États-Unis reconnaissent d'ailleurs aujourd'hui, avec beaucoup de retard, mais non moins volontiers, qu'ils ont surestimé dans le passé l'étendue de la conspiration communiste en Asie.

Trois points méritent ici d'être retenus. C'est prématurément sans doute que l'on a cru que la Chine se répandrait dans les territoires du Sud-Est asiatique. Ces régions souffrent déjà de surpopulation et sont relativement pauvres si on les compare aux terres riches et fertiles de l'Asie centrale. C'est donc vers l'ouest et le nord que la Chine devrait normalement aspirer si elle entend agrandir son espace vital. En deuxième lieu, c'est une des lois de l'histoire que deux puissances rapprochées se portent davantage ombrage que deux autres éloignées, séparées, de surcroît, par un océan. La lutte engagée entre les deux géants asiatiques est appelée à connaître tôt ou tard une période de tensions et de crises aiguës. Enfin, il n'y a rien comme les querelles d'idéologie entre les membres d'une même famille pour mobiliser et galvaniser les énergies nationales, pour encourager l'agressivité et faciliter l'endoctrinement des masses. Ce processus me paraît malheureusement aujourd'hui déjà engagé. Il faudra autant d'énergies, sinon davantage, pour en renverser le cours.

Le triangle stratégique : U.R.S.S. – Chine – É.-U.

La première constatation qu'il me paraît bon de faire en ce qui concerne le triangle stratégique U.R.S.S. – Chine – É.-U. est l'impossibilité dans laquelle se trouve l'Union soviétique et, à fortiori, la Chine, de mener une guerre sur deux fronts. Face au redoutable potentiel dont dispose l'Union soviétique, la Chine ne peut espérer triompher qu'en retirant profondément ses troupes à l'intérieur du territoire, de manière à pouvoir contre-attaquer l'envahisseur lorsque celui-ci aura dispersé ses forces et ses efforts. Nul autre que Mao Tsé-toung a développé avec autant de vigueur la thèse du repli stratégique et de la contre-attaque. On peut se demander si cette situation tient toujours à l'âge atomique, mais nous y reviendrons. Il semble, en tout cas, que ce soit précisément le genre de guerre à laquelle se prépare la Chine d'aujourd'hui, et ses dirigeants n'ont d'ailleurs cessé de répéter à qui veut l'entendre que cette guerre pourrait durer 10 ans, 100 ans ou 1 000 ans, mais qu'ils sont prêts à la livrer. Dans ces conditions, il est bien évident que la Chine ne pourrait se permettre de taquiner de trop près le « tigre de papier » américain.

Quant à l'Union soviétique, il est non moins clair qu'elle ne pourrait s'embourber dans une guerre asiatique sans risquer l'éclatement de son empire à l'ouest. Trop de revendications sociales, politiques et économiques sont formulées à l'intérieur du système soviétique pour que les « partis frères » ne cèdent à la tentation d'exploiter la situation dès que Moscou aura l'œil tourné vers l'Asie. Il est donc dans l'intérêt de l'Union soviétique de normaliser ses relations avec l'Occident de façon à pouvoir être en mesure, quand sonnera l'heure de la vérité, de maintenir à l'ouest le minimum de troupes nécessaires pour assurer l'ordre dans son propre glacis. Il est indéniable que la Mongolie-Extérieure constitue aujourd'hui une région clef du dispositif stratégique. À l'extrême est, deux bases de fusées soviétiques ont été mises sur pied ; tout le long du Transmongolien, des villes entières ont été construites et mises à la disposition des militaires. Les postes de communications, de commandement, et de détec-

tion ont été doublés, améliorés et dotés des systèmes électroniques les plus modernes. C'est par centaines que l'U.R.S.S. a déployé et dispersé ses chasseurs dans les stepes mongoliennes. En bref, il s'agit d'un véritable état-major pénétrant profondément en ce qui fut autrefois un territoire chinois. Au total, un quart de million d'hommes, selon les dernières estimations, seraient stationnés en Mongolie-Extérieure.

La Chine n'est pas insensible à ce danger. Depuis l'invasion japonaise par la Mandchourie, elle a reconnu la vulnérabilité de ses frontières du nord. Chen Hsi-Lien, un ancien de la longue marche, héros de la guerre de Corée, membre titulaire du bureau politique, veille à la sécurité de la « Ruhr industrielle » chinoise. On ignore à peu près tout du dispositif chinois dans cette région, mais c'est à 50 divisions que se chiffrait, s'il faut en croire les estimations publiées par l'Institut des études stratégiques de Londres, le total des divisions déployées dans le nord-est de la Chine (Mongolie-Intérieure et Mandchourie).

La Mandchourie est à la Chine ce que la Mongolie-Extérieure est à l'Union soviétique. Ce qui revient à dire qu'elle pourrait constituer une tête de pont importante en cas d'une offensive généralisée. En effet, si les Russes pénètrent en Chine par la Mongolie-Extérieure, les Chinois pourraient tenter d'isoler les troupes soviétiques de leurs arrières en les prenant à revers à l'ouest. Les troupes chinoises pourraient même progresser au nord et tenter d'isoler l'extrême Sibérie orientale de la Sibérie de l'est. Quant à la région dans la plaine de l'Oussouri et du bas Amour, la riposte chinoise pourrait être déclenchée du nord au sud et d'ouest en est — ce qui serait cependant beaucoup plus difficile étant donné qu'une chaîne de montagnes traverse la péninsule du nord au sud. D'ores et déjà, il apparaît qu'un conflit généralisé se déroulerait sur un axe nord-sud, les Chinois tentant de progresser du nord à l'ouest, et les Soviétiques du sud à l'est.

À l'instar de la Mongolie-Extérieure, la Mandchourie n'est cependant qu'un vaste plateau, ce qui constituerait un terrain de choix pour les divisions lourdes et mécanisées. Or, sur les quelque 115 divisions dont est doté la Chine, elle ne posséderait que 4 divisions blindées, ce qui est fort peu. L'Union soviétique, en revanche, en plus des éléments blindés qu'elle possède sûrement en très grand nombre dans cette région, jouit d'une supériorité aérienne absolue, et il n'est point nécessaire de rappeler ici les grandes campagnes de la seconde guerre mondiale pour se convaincre de l'importance des forces aériennes d'interdiction et d'appui des troupes au sol. La Chine se trouve donc en position nette d'infériorité par rapport à son voisin du nord. Notons enfin qu'une poussée chinoise en direction du nord pourrait être arrêtée par un barrage de feux atomiques tactiques.

En deux mots, c'est aux frontières de la Mongolie-Extérieure et de la Mongolie-Intérieure, d'une part, et aux frontières de la Mandchourie et de la Sibérie de l'est que se situe la plaque tournante stratégique entre ces deux pays. Le fait que l'U.R.S.S. ait renforcé tout son dispositif militaire sur une ligne qui s'étend, *grosso modo*, du lac Baïkal jusqu'à l'extrême Sibérie (une quarantaine de divisions y seraient sur pied de guerre) me paraît d'ailleurs confirmer cette analyse. Il en va de même avec la Chine dont le gros des forces s'étend de la Mandchourie à la Mongolie-Intérieure, de la Mongolie-Intérieure au district militaire de Lanchow, et de Lan-

chow au Sin-kiang. Un demi-million de troupes chinoises seraient massées dans cette région seulement.

L'histoire du Sin-kiang a toujours été agitée et constitue aujourd'hui une zone de conflit extrêmement chaude. C'est sans doute dans cette région plutôt qu'au nord des frontières chinoises — où l'enjeu me paraît trop dangereux —, que les possibilités d'un conflit frontalier sont les plus aiguës. L'industrialisation rapide des républiques soviétiques d'Orient et la relative liberté d'indépendance que Moscou leur a progressivement accordée constituent un puissant facteur d'attrait pour les populations musulmanes du Sin-kiang. Aussi longtemps que les frontières ne seront pas étanches et que la Chine, pour sa part, n'aura pas procédé au développement économique de ses régions occidentales, il y a fort à parier que ce conflit en sursis dégènera tôt ou tard en une guerre limitée.

En une guerre limitée, car l'hypothèse d'une offensive russe lancée sur la route ancienne des invasions qui mène, du bassin du Tarim et des Portes de Dzoungarie jusqu'à Lanchow et Pékin, ne nous semble guère réaliste. Les armées russes en effet auraient vite fait de se perdre dans le *heartland* chinois. Une telle guerre par ailleurs favoriserait la Chine et dégènerait sans doute en guérilla.

La situation stratégique me paraît donc se résumer au schéma suivant : une zone de conflit chaude de long des frontières du Sin-kiang et du Kazakhstan ; une zone extrêmement explosive au nord qui deviendrait sans doute le principal théâtre des opérations militaires en cas d'un conflit généralisé entre la Chine et l'U.R.S.S. Celle-ci pourrait, au cours d'une première phase, assommer son adversaire, mais il est probable que cet effort pourrait être neutralisé au cours d'une seconde phase, cette fois beaucoup plus longue que la première, par le potentiel démographique chinois.

Le fait nucléaire ne me paraît pas apporter de modifications profondes à ce schéma général. L'U.R.S.S. ne pourrait pas être tentée de frapper préventivement la Chine, alors qu'elle est faible et qu'elle n'est pas encore en mesure de riposter sur Léninegrad ou Moscou ? Nul ne doute qu'elle en ait les moyens, mais il semble douteux que la Chine lui fournisse les arguments qui pourraient la pousser à une telle politique. Cela ne correspondrait ni aux traditions chinoises, ni aux agissements de Pékin depuis 1949. Il semble aussi exclu que l'U.R.S.S. s'engage dans une politique aussi aventureuse, alors qu'elle risquerait d'y perdre son prestige et, peut-être, son empire européen.

L'inverse n'en est pas moins vrai. Dans cinq ou dans dix ans, la Chine n'aura aucun motif de risquer la destruction du potentiel nucléaire qu'elle aura acquis au prix de si nombreux sacrifices, et il est probable, dès lors, que les lois de la dissuasion joueront comme elles ont joué, en leur temps, entre les deux Grands, et que surgira une période nouvelle de relations où chacun s'efforcera de transformer la guerre froide en paix froide, et la paix froide en coopération.

Il reste l'hypothèse d'une guerre nucléaire sino-américaine à laquelle, pour des raisons que nous avons déjà expliquées, nous ne croyons pas. L'exemple vietnamien est fort caractéristique du hiatus qui existe entre les dénonciations de Pékin et le peu d'empressement qu'elle manifeste, dans la réalité, à leur donner une suite. Ce n'est qu'autour d'un conflit géographiquement défini et qui pourrait me-

nacer les intérêts vitaux américains, tel un nouveau Cuba chinois, que l'hypothèse d'une confrontation sino-américaine me paraît soutenable. Dans ces conditions, ou bien il pourrait y avoir une guerre limitée que la Chine n'est pas encore prête à livrer, ou bien il y aurait une crise internationale avec toutes les conséquences qui en découleraient quant aux lois de la dissuasion. Il est en tout cas difficile de comprendre pourquoi les Chinois, plus que les Russes, auraient tant soit peu l'intention d'adopter une politique du jusqu'au-boutisme nucléaire.

La Chine d'aujourd'hui, dans un isolement qui confine à l'injure, est en butte à de gigantesques difficultés intérieures. C'est la lutte contre la misère et l'inculture, pour le développement économique et l'établissement de son autorité qui n'est pas toujours allé de soi au cours de son histoire millénaire. Nous avons actuellement une Chine « terrorisée et terrorisante », comme le remarquait M. Bourgoïn dans un rapport présenté en 1966 à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. « Terrorisée parce que son organisation est encore précaire et fragile, terrorisante parce qu'elle représente une puissance d'avenir qui inquiète le monde . . . » Il serait bon que l'Occident commence à se demander ce qu'il pourrait faire pour lui tendre la main.